



CNASEA Le BAM pour piloter le Plan de Cohésion sociale

Le Cnasea en bref

■ **Activité** : Organisme de gestion de fonds publics, le Cnasea intervient pour le compte de l'Etat, de l'Union européenne, des collectivités territoriales et d'autres organismes publics dans la formation professionnelle et l'emploi, ainsi que l'agriculture, l'aménagement rural et l'environnement.

■ **Budget d'intervention** : environ 8 milliards d'euros

■ **Effectif** : 1 700 agents en France dont 450 personnes au siège (Limoges)

■ **Problématique** : évaluer et piloter le bon déroulement du Plan de cohésion sociale aux niveaux régional, départemental et local.

■ **Solution** : outil Prélytis mis en œuvre et intégré par Axyus

■ **Date du choix** : janvier 2005. Premier lot opérationnel fin avril 2005.

Le projet de BAM mis en œuvre par le Cnasea est exceptionnel par sa volumétrie : des centaines de milliers de dossiers, des milliers d'indicateurs, plus de 10 000 utilisateurs répartis dans quelque 1500 structures diverses. Et aussi par son enjeu, critique économiquement et socialement, puisqu'il s'agit d'orchestrer un volet clé de la politique gouvernementale de l'emploi. Le Cnasea, créé il y a quarante ans pour aider l'agriculture française à se restructurer, s'est, au cours des quinze dernières années, repositionné dans des activités d'aide à la formation et à l'emploi. Opérateur chargé du paiement des formations professionnelles et de subventions à la création d'emplois, il est devenu un partenaire essentiel du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement. En septembre 2004 sont publiées les mesures du "plan Borloo". Le Cnasea sera alors pressenti et finalement retenu par le Ministère pour prendre en charge la gestion administrative (c'est-à-dire le paiement et la vérification du respect des règles complexes de gestion) de diverses mesures d'aide à l'emploi, dont le CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) et le CIE (contrat initiative emploi). Particularité de ces mesures : elles sont regroupées sur le plan budgétaire au sein d'une Enveloppe Unique Régionale (EUR) et ne sont donc pas ventilées au niveau département ni local. D'où le besoin d'un système d'information unique accessible à toutes les structures concernées : le Ministère, le Cnasea, l'ANPE, les délégations régionales et départementales, ainsi que toutes les agences locales pour l'emploi (ALE). Le projet informatique (dit "projet EUR") a été conçu pour assurer non seulement la coordination et le partage interactif d'informations entre les intervenants, mais aussi le pilotage budgétaire et financier nécessaire pour éviter tout risque de dérive. "Nous n'avons que quelques mois pour mettre en place ce système et démontrer l'efficacité du dispositif si nous voulons être retenus par le Ministère", explique François Raboisson, responsable du domaine Formation Professionnelle et Emploi à la Direction des Systèmes d'Information du Cnasea.

Pour ne pas perdre de temps, l'option retenue a été de s'appuyer sur le back-office existant et de le compléter d'un portail Extranet faisant le lien avec les partenaires externes et les applications internes. Restait à y greffer une solution de pilotage



avec des indicateurs. Cette fonction de BAM ne s'appliquant qu'aux interactions avec les partenaires, il n'était pas nécessaire de cartographier au préalable les processus métiers. En revanche, la solution devait être capable non seulement de restituer les informations sous forme de tableaux de bord contextuels de qualité (présentant à

chaque niveau de l'organisation et en temps réel les opérations effectuées, les actions en cours de traitement, le suivi des autorisations d'engagements et de crédits de paiement), mais aussi de supporter une forte montée en charge, 1500 entités et plus de 10 000 utilisateurs métiers étant concernés.

Trois solutions seront évaluées par l'équipe de François Raboisson : une offre Business Objects, intéressante mais d'un coût prohibitif pour le budget "serré" consacré à cette opération, une solution décisionnelle en Open Source signée Jasper, plus économique mais dont la capacité à supporter une forte montée en charge n'avait pu être garantie, et enfin, une solution proposée conjointement par l'intégrateur Axyus (qui avait déjà travaillé pour le Cnasea) et l'éditeur Prélytis. "Cette solution sortait du lot. Elle était à la fois puissante (utilisée dans d'autres contextes à forte volumétrie) et d'un coût accessible". Un benchmark effectué avec les outils Mercury sur une version d'évaluation pour tester la solution avec 200 utilisateurs simultanés s'avère concluant : Prélytis est retenu fin janvier 2005. Le budget du projet (licences, intégration par Axyus et tests Cnasea, soit 400 j/h) ne dépassera pas les 200 K€.

Le système est opérationnel depuis le 29 avril 2005. Après un an d'exploitation, les bénéfices du projet sont significatifs. "Nous y avons d'abord gagné en terme d'image : il était vital pour le Cnasea de réussir ce déploiement et de sortir les premiers indicateurs dès la signature de notre mission", se félicite François Raboisson. Le dispositif a démontré son efficacité sur le terrain, après une période de rodage : "les chiffres sont maintenant acceptés par tous les acteurs et ne sont plus discutés". Une trentaine de familles d'indicateurs dynamiques ont été mis en place à différents niveaux de l'organisation : comptages d'abord simples (nombre de dossiers entrés, ventilation par région, département et ALE,...), puis affinés (ventilation par public, crédits de paiement, prévisions...) et de plus en plus complexes. Le Ministère est aujourd'hui en mesure de suivre les enveloppes budgétaires, les écarts de résultats entre les régions, les éventuels goulots d'étranglement, de manière à ajuster et à améliorer le dispositif. Enfin, la solution donne toute satisfaction sur le plan du déploiement : la plateforme "essaim" et intégrera progressivement de nouveaux services. Elle sera réutilisée pour prendre en charge d'autres mesures d'aides à l'emploi (contrats Avenir, CI-RMA...). Il est aussi envisagé d'y greffer des fonctions de représentation cartographique (carte de France avec le découpage des départements), grâce à un SIG de la société Netancy, pour avoir une visibilité plus intuitive des indicateurs de gestion. ■